



**S**ituées dix mois après l'élection présidentielle, les élections municipales de mars 2007 auront valeur de premier vote sanction contre la politique menée par Sarkozy. Cette politique a suscité des mobilisations, manifestations et grèves, mais c'est la première fois depuis le printemps dernier que l'ensemble des électeurs auront l'occasion d'exprimer leur résistance à l'offensive tous azimuts voulu par l'UMP, son chef et le MEDEF.

C'est une véritable avalanche de mesures antisociales et antidémocratiques. C'est d'abord la remise en cause du droit à la retraite pour tous, en commençant par les régimes spéciaux pour ensuite imposer 41 annuités à l'ensemble des salariés et plus encore après : travailler toujours plus pour toucher des petites pensions, obligeant celles et ceux qui le peuvent à prendre des assurances privées ; et les autres à s'enfoncer dans la précarité et la pauvreté. C'est ensuite la même logique en ce qui concerne la santé avec la mise en place des franchises. C'est aussi le mensonge sur le pouvoir d'achat. Gagner plus nous disait-on, en travaillant plus. On travaille davantage, plus longtemps, plus intensément, mais les salaires ne suivent pas (sauf celui de Sarkozy qui a triplé !). On défiscalise les plus riches et on bloque les salaires, les pensions, les petits revenus, le SMIC alors que les profits explosent.

La France de Sarkozy, c'est la France des rentiers !

De nouvelles lois s'attaquent aux immigrés, de nouvelles lois sécuritaires veulent déployer un arsenal encore plus répressif. Les nouvelles technologies sont mises au service de la surveillance de la population. Des tests ADN pour les étrangers candidats au regroupement familial, des drones pour survoler les banlieues et filmer leurs habitants. Le droit aux études des jeunes est doublement remis en cause par les suppressions de postes dans l'éducation nationale et l'autonomie des universités, qui préparent des facs à plusieurs vitesses et des droits d'inscriptions « libres » c'est-à-dire en augmentation.

## **Liste mantaise d'unité à gauche EN FINIR AVEC VIALAY - BEDIER - SARKOZY !**

Que Sarkozy mène la politique dont rêvent depuis de nombreuses années ses amis du MEDEF n'est pas une surprise. Que le PS soit à ce point incapable de s'opposer avec cohérence et efficacité à la brutalité des politiques de droite frappe une partie de l'opinion. Il y a des socialistes au gouvernement, une participation des éléphants du PS à toutes les commissions sarkozystes qui préparent les mauvais coups : Lang sur les institutions, Rocard contre les enseignants, Attali sur la « croissance ». Quant à

Strauss-Kahn le voilà directeur du FMI au cœur de la puissance capitaliste, à la tête d'une institution vomie à juste titre par les peuples du tiers monde ! Quand on pense qu'ils nous ont fait le coup du vote utile pendant toute la campagne présidentielle...

À l'échelon municipal, les mêmes enjeux se retrouvent : aménager le système au service des entreprises capitalistes, ou satisfaire les besoins de la population dans le cadre d'une autre répartition des richesses et des pouvoirs. La gauche traditionnelle accepte la gestion loyale des institutions et tourne le dos à la satisfaction de ces besoins. Il faut par exemple arrêter de subventionner les entreprises privées et transférer ces crédits vers les services publics au service de la population.

À ces élections municipales, avec des listes regroupant des milliers d'hommes et de femmes, nous vous proposons d'inverser la vapeur. D'affirmer ensemble une force de mobilisation et de luttes, une force anticapitaliste qui n'a pas renoncé à la transformation révolutionnaire de la société, qui entend défendre l'urgence sociale et démocratique autour de mesures concrètes signifiant que nos vies valent plus que leurs profits.



**nos vies  
valent plus  
que leurs profits**

**LA DÉMOCRATIE,  
C'EST LE POUVOIR DE LA POPULATION  
DE DÉCIDER ET CONTRÔLER**

**La commune** : dans cette société capitaliste, la gestion des affaires publiques est confisquée par des politiciens professionnels qui n'ont aucune obligation de rendre compte de leurs actes. De la commune jusqu'au sommet de l'Etat, les scandales à répétition (enrichissement, corruption, clientélisme...), donnent une image repoussante de la politique. La LCR dit qu'il y a une autre façon de faire de la politique : faire entendre sa voix, exiger le droit de contrôle et de décision dans les affaires publiques.

La LCR a constitué avec d'autres forces politiques locales, des militants syndicaux et associatifs la **Liste Mantaise d'Unité à Gauche**, conduite par Marc Jammet. Comme vous, tous connaissent les difficultés des Mantaises et des Mantais. Qui mieux qu'eux peut vous représenter au sein du conseil municipal ? Les élus LCR s'engagent à se servir de leur mandat pour aider l'ensemble des habitants à exercer eux-mêmes leur contrôle et mener avec eux le combat contre les inégalités sociales et culturelles.

Une démocratie radicale à la municipalité doit redonner aux Mantaises et aux Mantais le pouvoir de décider ce qui touche leur vie quotidienne et d'exercer leur contrôle sur les élus et le conseil municipal. L'inverse du système Vialay- Bédier ! La conquête des droits fondamentaux (droit au travail, à l'éducation, à la santé, au logement, à un environnement de qualité ...) suppose que tous et toutes aient les moyens de se faire entendre. Il faut en finir avec les pratiques politiques opaques, les trafics d'influences, le monopole du pouvoir et les passe-droits !



avec le soutien d'**Olivier  
BESANGENOT**

**L'Europe** : de la commune à l'Europe sociale, nous revendiquons la redistribution des richesses et des pouvoirs. Contre le nationalisme et le chauvinisme, contre l'Europe capitaliste qui prétend imposer la casse des services publics et même la disparition de nos fromages, nous voulons construire avec vous une municipalité et une intercommunalité contrôlées par la population, une Europe démocratique, les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

**DES AMÉNAGEMENTS, DES ÉQUIPEMENTS,  
DES SERVICES RÉELLEMENT PUBLICS  
DANS UN ENVIRONNEMENT PRÉSERVÉ**

**Eau** : l'eau est un bien commun, pas une marchandise ! L'accès à l'eau est un droit fondamental, comme l'éducation ou la santé. La délégation à des grands groupes privés (Véolia, Vivendi) leur procure des super-bénéfices : le prix de l'eau est 25% plus cher qu'en régie directe. Une gestion intercommunale en régie directe est nécessaire. Au niveau national, il faudra se battre pour imposer l'expropriation des trusts de l'eau, mettre en place un service public de l'eau et de l'assainissement, avec création d'instances démocratiques de contrôle de la gestion de l'eau associant les usagers et les employés de ces services.



**Transports** : la commune doit prendre en gestion directe la maîtrise des transports et développer des transports collectifs gratuits, circulant à toute heure. Cela suppose que la contribution des entreprises (le versement transport) soit acquittée par toutes les entreprises publiques ou privées d'au moins 9 salariés. Il faut rendre la ville aux Mantaises et aux Mantais, et limiter la pollution en organisant un réseau public de mise à disposition de vélos ou de véhicules électriques qui ne soit pas aux mains de groupes publicitaires privés.



Photothèque Rouge/IR

**Environnement** : ceux qui payent la fracture sociale sont les mêmes qui payent la facture écologique. A Mantes ou ailleurs, la mainmise des trusts comme Véolia sur la collecte et le traitement des déchets entraîne une logique de profit qui met en danger la santé publique et l'environnement. Nos élus agiront pour faire annuler la nouvelle taxe sur les ordures ménagères. Un service public de la collecte, du tri et du traitement des déchets émanant des collectivités locales, indépendant des trusts et contrôlé par la population doit être mis en place. La ville développera la récupération des eaux de pluie (arrosage ...), les énergies renouvelables non polluantes et sera à l'écoute des propositions des associations écologistes.



**Services publics, services sociaux** : le gouvernement a engagé la casse des services publics pour mieux les privatiser. Nos élus s'engagent à se battre aux côtés de la population et des personnels pour maintenir les services publics (bureaux de poste, éducation nationale, services hospitaliers...). Les services sociaux communaux (crèche, cantine) seront développés. La municipalité investira aussi dans la création ou l'extension de centres de proximité regroupant les services de santé (petite enfance, centres d'orthogénie et de planning familial) et incitera au développement de lieux d'accueil intercommunaux pour femmes battues.

**Logement** : un toit, c'est un droit ! Mantes - la - Jolie est livrée aux spéculateurs immobiliers, alors que plus de 1000 familles sont en attente d'un logement. Nos élus interdiront les expulsions locatives, décideront l'arrêt immédiat des démolitions des logements sociaux sans reconstruction préalable et engageront un véritable plan de réhabilitations, sans augmentation de loyer. Des programmes de construction de logements sociaux de qualité peuvent être lancés, notamment dans les ZAC de l'hôpital ou des Bords de Seine. La commune doit exercer son droit de préemption en expropriant les marchands de sommeil : leurs immeubles doivent être récupérés, rénovés et transformés en logements sociaux gérés par un office municipal.

**Education** : avec la suppression de la carte scolaire, les suppressions de postes, les fermetures de classes, la mise en concurrence des établissements et la remise en cause de la laïcité, le gouvernement veut imposer une école inégalitaire. Nos élus s'engagent à rouvrir les écoles Marie Curie, Paul Bert et des Iris et à s'opposer à la fermeture du collège André Chénier, évoquée par Pierre Bédier. Une municipalité au service de la population doit cesser de contribuer au financement des écoles privées: les fonds publics, notamment le budget municipal, doivent aller à l'école publique !

## Liste mantaise d'unité à gauche



**les 9 et 16 mars  
POUR CHANGER VRAIMENT !**

# APPEL DU 26<sup>ème</sup> CONGRES DE LA LCR

Nous sommes nombreuses et nombreux à vouloir un parti utile aux mobilisations d'aujourd'hui. Un parti pour préparer un changement radical, révolutionnaire de la société, c'est-à-dire la fin du capitalisme, de la propriété privée des principaux moyens de production, du pillage de la planète et de la destruction de la nature. Nous voulons une société capable de satisfaire les besoins sociaux, débarrassée de toutes les formes d'exploitation et d'oppression de classe, de genre, d'âge, d'origine. Une société où la démocratie ne s'arrête pas au droit de vote et permette à toutes et tous de décider. Le congrès national de la LCR s'adresse à toutes celles et tous ceux, individus, équipes militantes, courants politiques, qui veulent se regrouper dans un cadre politique organisé, militant, national et démocratique, un parti tissant des liens internationaux avec les forces qui défendent une telle perspective.

Nous nous adressons

- aux femmes et aux hommes de toutes origines, avec ou sans papiers, qui pensent que leurs vies valent plus que les profits ;

- à la jeunesse qui répond « résistance ! » quand on cherche à précariser son avenir ;

- aux militant-e-s associatifs, syndicalistes, qui agissent au quotidien dans leurs quartiers ou entreprises ;

- aux militantes et militants socialistes, anti-libéraux, communistes, verts qui n'acceptent plus les recentrages, les reniements et les demi-mesures ;

- aux militant-e-s anticapitalistes, révolutionnaires, à toutes les organisations et courants politiques nationaux ou locaux, qui pensent qu'il est temps de se rassembler par delà les divisions anciennes ;

- et surtout à celles et ceux qui jusque là n'ont pas trouvé de parti leur donnant suffisamment envie de s'engager...

Donnons-nous un parti qui s'approprie l'expérience des luttes d'hier et d'aujourd'hui, ouvrières, altermondialistes, internationalistes, écologistes, féministes, antiracistes. Un parti luttant contre l'exploitation, contre toutes les oppressions, les discriminations et pour l'émancipation humaine, individuelle et collective.

Construisons un parti internationaliste qui refuse la politique de pillage des pays du Sud et la logique guerrière de la France, de l'union européenne et des Etats-Unis.

Un parti indépendant, qui, à l'inverse notamment du Parti socialiste, refuse de cogérer ce système.

Un parti en rupture avec le capitalisme et les institutions de la classe dominante.

Un parti démocratique dont le projet permette à la population elle-même de diriger ses mobilisations pour demain être en mesure de diriger la marche de la société et de l'économie.

Donnons-nous un parti pour inventer le socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Par cette adresse, nous voulons initier sans délai un processus constituant qui aboutisse à la fondation d'un nouveau parti antica-

pitaliste. Dans les entreprises, sur les lieux de travail et d'étude, les quartiers, à tous les échelons, local, régional, national, l'heure est maintenant à nous organiser ensemble dans des comités d'initiative pour prendre en main la construction de cet outil collectif.

Ces comités auront à se fédérer à tous les niveaux par ville, par département, par secteur, nationalement. Ils auront à prendre en charge tant leurs activités et interventions politiques que les discussions et initiatives visant à créer une réelle dynamique collective. A partir des premiers bilans, forums locaux et rencontres nationales permettront d'élaborer un mode de fonctionnement démocratique respectant la diversité des opinions et des parcours, d'ouvrir les travaux préparatoires au congrès de fondation du nouveau parti.

Ce parti appartiendra à toutes celles et ceux qui s'y engageront.

C'est maintenant à celles et ceux qui veulent « prendre parti » de décider ensemble, de construire ensemble !

La Plaine Saint Denis, le 26 janvier 2008

**Le nouveau parti  
anticapitaliste, ça m'intéresse.**

**Je vous laisse mes coordonnées  
pour vous rejoindre.**

NOM.....

PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CODE POSTAL.....

TÉLÉPHONE.....

MAIL.....

**Bulletin à renvoyer à : LCR - 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil**